SECTEUR INFORMEL ET PROBLEMES ECONOMIQUES

CHETTAB
ABBAS Nadia *

Les statistiques officielles algériennes révèlent que la dernière décennie du développement économique de l'Algérie se caractérise par une diminution des taux de croissance de la production réelle, accompagnés de niveaux de chômage très importants. En effet depuis 1986, année du contrechoc pétrolier, l'Algérie n'a connu que 3 années de croissance. Son PIB réel a fléchi de 1986 à 1988 et en 1990 Son taux de croissance a été en moyenne, limité à 0,4 l'an entre 1990 et 1992 (1).

Or, au moment même où apparaissent ces symptômes classiques de dépression, les taux d'inflation montent en flèche. Ils passent de 6% l'an en 1988 à 17% en 1990 et 32% en 1992. L'économie de l'Algérie se caractérisant ainsi par la coexistence de symptômes considérés comme impossibles dans la théorie traditionnelle.

En effet, c'est l'existence simultanée des symptômes de l'inflation et de la dépression qui est cependant devenue omniprésente dans l'économie de l'Algérie. L'incohérence conceptuelle de cet étrange ensemble de symptômes économiques est connue sous le nom de « stagflation ».

C'est durant la décennie 80 et avec la transition de l'économie de l'Algérie vers l'économie de marché que ce phénomène a vu le jour, et a pris de l'ampleur au fil du temps. Cette mutation dans les sphères inconnues de l'économie de marché a provoqué : une augmentation accélérée des indices de prix, des taux de chômage qui dépassent les niveaux socialement acceptables, et les indicateurs de l'activité économique en volume chutent de façon spectaculaire.

A - LA PROBLEMATIQUE

Dans l'espoir de susciter une nouvelle direction de recherche sur ce phénomène économique (la stagflation) que connaît l'économie de l'Algérie, nous proposons d'analyser ce phénomène par l'ampleur d'une économie

informelle (2), qui introduit des biais systématiques dans les statistiques officielles de base, déformant ainsi notre façon de voir les réalités économiques. Le biais ainsi introduit dans notre système d'information officiel peut - être causé directement par l'expansion d'un grand secteur de l'activité économique qui a échappé à l'observation des pouvoirs publics.

Ce secteur «informel» (que d'aucuns préfèrent nommer «non enregistré», «non officiel», «non imposé»), comprend toute l'activité économique qui échappe à l'appareil social de mesure, et notamment au système des comptes nationaux à cause des conventions comptables, des non - déclarations ou des sous - déclarations. Ajouter à cela la méfiance traditionnelle envers les pouvoirs publics, le tout va contribuer à une évasion fiscale à grande échelle.

En effet, le secteur informel comprend la production illégale de biens et services, puisque ceux-ci sont exclus par définition des comptes officiels. En outre, et ceci est encore plus significatif, ce secteur englobe un large éventail d'activités fournissant des revenus parfaitement légitimes, mais qui, pour des raisons variées, ne sont pas saisis de façon convenable par la comptabilité nationale. Y figurent tous les revenus effectivement gagnés, mais, soit non déclarés, soit sous - déclarés aux comptes nationaux.

Cette absence ou cette insuffisance de déclaration sont attribuées à l'évasion fiscale, au désir de contourner les règlements, d'échapper au coût de la fourniture des renseignements ou, tout simplement à la méfiance envers les pouvoirs publics. En fin de compte, l'exactitude et l'ampleur du champ d'application de tout système de comptabilité nationale dépendront toujours de la coopération et de la franchise des déclarants. Que cette coopération soit affaiblie par des incitations économiques introduites par mégarde dans les dispositions officielles ou qu'elle le soit par une aliénation croissante vis à vis des valeurs légales et sociales reconnues, les statistiques de bases sont les premières victimes de la répugnance à répondre correctement.

Malheureusement, les statistiques sur le secteur officiel sont tellement identifiées à ce que nous pensons être la réalité économique, que nous avons accepté aveuglément ce support de l'information comme étant la substance de l'activité économique. Ce sont les statistiques officielles qui créent les problèmes que les économistes se sentent obligés de résoudre. Les mêmes statistiques alimentent nos prévisions, nos tests empiriques, et nos prescriptions concrètes. Toute divergence systématique entre nos mesures de l'activité économique réelle provoquera des questions peu pertinentes et donc des réponses erronées.

En outre, les analyses keynésiennes ou post - keynésiennes traditionnelles cherchaient à expliquer les phénomènes macro-économiques en termes de mouvement entre les éléments publics et privés à l'intérieur du secteur officiel. L'hypothèse d'un secteur informel qui engendré un revenu invisible, implique une approche plus large du revenu total, centré sur des mouvements entre secteur officiel et secteur informel. Le manque d'intérêt

manifesté par le passé à l'égard du secteur informel venait de ce qu'on croyait qu'il représentait une part assez constante du revenu enregistré.

A notre avis, cette opinion demande à être réexaminée attentivement. Bien qu'elles soient imprécises, des estimations indiquent que le secteur informel peut prendre des dimensions considérables et qu'il semble avoir connu une croissance significative. Il est évident que toute tentative de mesure d'un phénomène social dont la raison d'être est précisément d'échapper à l'observation est pleine de difficultés conceptuelles et empiriques d'une grande complexité. Toutes les estimations seront vraisemblablement entachées d'erreurs non négligeables.

Etant donné la complexité inhérente à toute tentative de mesurer un phénomène qui cherche à échapper à l'observation, on ne peut espérer dans un premier temps, que cerner les implications qui découlent de la relation : secteur officiel / secteur informel.

B - LES IMPLICATIONS ECONOMIQUES

1. Au fur et à mesure que les institutions économiques et politiques deviennent plus complexes, elles tendent à évacuer les facteurs de production hors du secteur officiel. En effet, une fiscalité de plus en plus lourde, une réglementation plus abondante, des coûts de plus en plus élevés pour la fourniture de renseignements aux organismes de mesures provoqueront d'une part une sous-déclaration et d'autre part une fuite réelle de ressources vers le secteur informel.

2. Cette expansion spectaculaire du secteur informel par rapport au secteur officiel provoquera un déséquilibre sur les marchés officiels, en ce sens que l'offre des biens et services du secteur officiel baisse plus vite que la demande pour ces mêmes biens et services, poussant ainsi à une hausse des prix enregistrés.

3. Cette situation amènera les travailleurs de ce secteur à chercher un second revenu non déclaré. Les mesures officielles de la productivité présenteront alors une régression : les travailleurs qui prennent sur leur temps de travail, soit pour chercher un emploi dans le secteur informel, soit pour y travailler effectivement.

4. Un des effets importants de la croissance du secteur monétaire informel serait de biaiser en hausse les taux officiellement mesurés de l'inflation et du chômage. Il est donc intéressant d'examiner le rapport entre l'évolution annuelle de l'indice de stagflation (défini comme la

somme des taux de chômage et d'inflation) et d'estimer parallèlement l'ampleur du secteur monétaire invisible.

Puisque la stagflation est un phénomène, certainement influencé par de très nombreux facteurs, il ne faut pas donner un sens causal à ce simple rapport. Néanmoins, il peut servir à fournir des éléments de constat permettant d'apprécier l'intérêt potentiel de l'hypothèse considérée. Si le secteur monétaire informel et le secteur officiel sont dans un rapport constant, ni les taux officiels d'inflation ni les taux officiels de chômage ne seront affectés.

Cependant, quand le secteur monétaire informel croit considérablement par rapport au secteur officiel, (et c'est l'hypothèse empirique sur laquelle nous fondons notre analyse), ce transfert de ressources s'accompagne de taux officiels d'inflation et de chômage en hausse.

5. Les taux de chômage ainsi gonflés, par le glissement des facteurs de production vers le secteur informel, vont déclencher automatiquement des augmentations discrétionnaires des dépenses publiques qui doivent être financées soit par une augmentation de la masse monétaire, soit par un alourdissement de la fiscalité du secteur officiel. La première réaction provoque directement un surcroît d'inflation, la seconde en fait autant, mais de façon indirecte, en stimulant plus de facteurs de production à échapper vers le secteur informel, accélérant par la stagflation.

C - LES CONSEQUENCES POLITIQUES

La croissance du secteur informel (qu'elle soit due à une non maîtrise de la fiscalité ou à une méfiance accrue à l'égard des pouvoirs publics) commence par engendrer l'illusion de taux d'inflation et de chômage plus élevés qu'ils ne le sont dans les faits, d'un ralentissement de la croissance réelle et d'une baisse de la productivité. La perception d'un ralentissement de la croissance entraînera des décideurs bien intentionnés à surstimuler l'économie par des politiques macro-économiques peu judicieuses (retenues sur les salaires du secteur officiel, vignettes, taxes) . . .

La perception de l'inflation renforcera les effets de ces politiques en encourageant la consommation et en faisant monter les prix. De même, que l'augmentation de l'imposition et des cotisations sociales dans le secteur officiel ; en raison des efforts expansionnistes des pouvoirs politiques, va être utilisée pour combattre ce que les dirigeants perçoivent comme un ralentissement de la croissance.

Ainsi, quand on agrège des observations biaisées pour en tirer des indicateurs économiques globaux qui serviront d'information de base pour préparer des décisions économiques et politiques, tout le système est entaché

d'erreurs et déstabilisé. Les décisions parfaitement rationnelles basées sur des informations erronées conduiront à des politiques qui transformeront les illusions statistiques en maladies économiques bien réelles (3).

Autrement dit, les hommes politiques réagiront systématiquement à des signaux économiques inexacts, transformant par là même la perception d'un malaise en une détresse économique grave et bien réelle.

Si pareille dégradation de la base statistique conduit à une appréciation erronée des difficultés économiques, les actions des pouvoirs publics, quelque bien intentionnées qu'elles soient, seront de nul effet, puisque le gouvernement lui-même est de plus en plus jugé incapable d'assumer les responsabilités qu'il se reconnaît envers la société. Le manque de confiance s'accroît ainsi que l'aliénation envers l'autorité légitimement constituée. De tels effets politiques renforceront la dégradation de la situation économique.

Un mécontentement croissant devant l'inaptitude apparente des gouvernements à gérer correctement leur économie, conduira à une détérioration du tissu social et politique qui se traduira par un manque de confiance grandissant envers le gouvernement. A leur tour, la soumission et l'honnêteté envers le système de collecte des données en souffriront et il s'ensuivra d'autres distorsions du système d'information de base sur lequel s'appuie notre société complexe.

Malheureusement, ce processus n'a pas de mécanismes automatiques d'autorégulation, on ne peut qu'espérer que cette réflexion provoquera un débat constructif sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les procédés utilisés. Il serait regrettable toutefois que le débat entre experts se cantonne à cet aspect, puisque l'essentiel est d'atteindre une meilleure connaissance du marasme macro-économique dans lequel nous nous trouvons. Si la croissance du secteur informel justifie qu'on lui prête l'attention que je pense nécessaire, il faut se demander si nos estimations actuelles du phénomène éclairent les dilemmes économiques de notre temps. On devrait apprécier les estimations présentes ou futures d'après leur capacité à mieux expliquer notre situation économique actuelle.

Si ce que nous affirmons est juste, le phénomène se poursuivra imperturbablement, à moins que nous ne reconnaissons son existence et ne corrigions nos systèmes d'informations et nos politiques pour redresser la situation socio-économique de l'Algérie.

REFERENCES

1. Tous les chiffres cités sont tirés de : Algérie, guide économique 1992.
2. E. Denison, Accounting for slower Economic Growth, The Brookings institution, Washington D.C. 1979.
3. E. L. Feige, How Big is the irregular Economy?, Challenge, novembre 1979.

* Institut des Sciences Economiques- Université d'Annaba